

DEPARTEMENT

Dordogne

ARRONDISSEMENT

Sarlat

CANTON

Domme

COMMUNE DE DOMME**PROCES-VERBAL****DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL****NOMBRE***De conseillers**En exercice :15**De présents :14**De votants :14*

Le Maire certifie que le présent procès-verbal des délibérations a fait l'objet d'un affichage à la porte de la mairie le : 07/07/2015.

Le présent procès-verbal est approuvé le : 06/07/2015.

**Adoption du règlement
intérieur des TAP de
L'école de Domme**

**Arrêté de l'Inspection
D'Académie de la Dordogne
Du 17/04/2015 : autorisation
D'introduire un recours
contentieux et choix d'un
avocat**

**Reconstruction d'un mur
De courtine et d'un angle
De mur au Château du Roy :
Adoption du plan de
financement**

L'an deux mil quinze, le 04 juin à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la commune de Domme étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Cassagnole, Maire.

Etaient présents : Mesdames et Messieurs DUFOUR - GOUNARD – LAGRANGE - LAHALLE – TROUBADY – ARMAGNAC - CAMINADE – GERMAIN - LAMBERT – COUSIN – CASSAGNOLE – JOURDAN - OZANNE – PASQUET.

Etait absente : MM TAILLASSON-MAZELAYGUE.

Le Secrétariat de séance était assuré par : M. PASQUET.

La convocation du Conseil Municipal avait été faite le 27/05/2015.

Mme Jocelyne Lagrange, Maire –Adjoint chargé des affaires Scolaires et Périscolaires, présente le projet de Règlement Intérieur des Temps d'Activités Périscolaires de l'école de Domme. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide de l'adopter à l'unanimité.

Le Maire indique au Conseil Municipal que Mme l'Inspectrice d'Académie, par arrêté du 17 avril 2015, a décidé de retirer un emploi d'enseignant, à compter de la rentrée 2015, à l'école primaire de Domme.

Par courrier en date du 28 mai 2015, il précise qu'il a formé, auprès du Recteur de l'Académie de Bordeaux, un recours hiérarchique, sollicitant le retrait de cet arrêté.

Dans l'hypothèse où ce recours hiérarchique n'aboutirait pas, il sollicite l'autorisation de contester cet arrêté devant les juridictions administratives compétentes, en confiant à Maître Michel Nunez, avocat au Barreau de Périgueux, la défense des intérêts de la commune.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité la proposition du Maire telle qu'énoncée ci-dessus.

Le Maire rappelle que le Conseil Municipal a approuvé la réalisation de travaux sur le Château du Roy, classé Monument Historique, consistant en la reconstruction d'un mur de courtine et d'un angle de mur.

La DRAC Aquitaine demande à la commune de Domme de procéder à l'adoption du plan de financement relatif à ces travaux.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, adopte le plan de financement des travaux tel que mentionné ci-dessous.

Reconstruction d'un mur de courtine et d'un angle de mur du Château du Roy : plan de financement :

- Montant de l'opération : 31.642,11 € HT soit 37.970,53 € TTC.
- Part de l'Etat 40 % soit une subvention de 12.656,84 €
- Montant de la participation de la commune de Domme, y compris la TVA : 25.313,69 € TTC.

La commune de Domme s'engage à prendre en charge le solde de l'opération si les aides sollicitées par elle n'atteignent pas le montant nécessaire à son financement.

Salle de la Rode : réfection d'un mur

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité:

- adopte le devis de la SARL Montet Maçonnerie, d'un montant HT de 7.555,04 €, relatif à travaux de réfection d'un mur de la salle de la Rode au dessus de la propriété de M. Despicht ;
- autorise le Maire à déposer une déclaration préalable pour la réalisation de ces travaux ;
- autorise le Maire à signer le devis et la déclaration préalable de travaux.

Décision modificative du Budget 2015 de la commune De Domme

Le Maire expose au Conseil Municipal que les crédits ouverts à certains articles du budget de la Commune de Domme pour l'exercice 2015 sont insuffisants et qu'il convient de voter les crédits supplémentaires ci-après :

Intitulé	Chapitre et article	Crédits supplémentaires à voter en recette	Crédits supplémentaires à voter en dépense
Halle	80053 – 1321	5.460,00 €	
Acquisition de Matériel	10031 – 2261		1.500,00 €
Aménagement Bourg	90058 - 2315		3.960,00 €
Château du Roy	90056- 1323	6.340,00 €	
Château du Roy	90056- 2313		6.340,00 €
TOTAL		11.800,00 €	11.800,00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, vote en dépense les suppléments de crédits compensés par les plus-values de recettes indiquées ci-dessus.

Achat d'équipement informatique

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité adopte deux devis de DXE Applications Informatiques et autorise le Maire à les signer. Ces devis, concernent l'achat d'un ordinateur pour le service administratif :

- devis d'un montant HT de 455,60 € relatif à l'acquisition de l'équipement ;
- devis d'un montant de 183,75 € pour la préparation, le transfert des données, l'installation et le paramétrage.

**Adhésion au nouveau
« Service Energies »
Du SDE 24**

Le Maire donne lecture au Conseil Municipal de la proposition d'adhésion au nouveau « Service Energies » du SDE 24. La création de ce service fait suite à l'augmentation des coûts énergétiques des communes et aux nombreuses préoccupations environnementales. Il est destiné à accompagner les communes dans des démarches de maîtrise des consommations énergétiques et de réduction des gaz à effet de serre. L'adhésion au service Energies du SDE 24 permettra de connaître la situation énergétique de l'ensemble du patrimoine communal (éclairage public, bâtiments communaux, véhicules municipaux). Les consommations de tous les équipements de la collectivité toutes énergies confondues seront recensées afin de les comparer avec des consommations de référence. Ainsi, les installations ou des actions prioritaires sont à mettre en œuvre, seront ciblées, et différentes études énergétiques permettant de réels gisements d'économies d'énergie préconisées. L'adhésion annuelle de notre commune au Service d'Energies est fixée par convention à : 100 € + 0,25 €/habitants, soit 347,25 €, conformément à la population municipale légale en vigueur au 1^{er} janvier 2015, selon les chiffres de l'INSEE. Cette adhésion comprend pour la 1^{ère} année le bilan énergétique et pour les 4 prochaines années un suivi énergétique complet.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité donne un avis favorable pour adhérer au Services Energies du SDE 24, inscrit au budget les dépenses découlant de cette adhésion, autorise le Maire à signer toutes les pièces à venir concernant ce dossier.

La présente délibération annule et remplace celle du 30 mars 2015.

**Création d'un Compte
Epargne Temps pour
Les agents de la collectivité**

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 7-1, Vu le décret n°2010-531 du 20 mai 2010, portant modification du décret n°2004-878 du 26 août 2004, relatif aux modalités de mise en œuvre du compte épargne temps,

LE MAIRE PROPOSE À L'ASSEMBLÉE :

De soumettre les modalités d'application locales du compte épargne temps suivantes, au bénéfice des agents territoriaux de la collectivité, à compter du 1^{er} janvier 2016, au Comité Technique Paritaire du Centre de Gestion de la Dordogne.

- Alimentation du CET.

Ces jours correspondent à un report de :

- congés annuels + jours de fractionnement, sans que le nombre de jours pris au titre de l'année puisse être inférieur à 20 (proratisés pour les agents à temps partiel et à temps non complet),
- jours RTT (récupération du temps de travail),
- tout ou partie des repos compensateurs (heures supplémentaires),

- Procédure d'ouverture et alimentation.

L'ouverture du C.E.T. peut se faire à tout moment, à la demande de l'agent.

L'alimentation du C.E.T. se fera une fois par an sur demande des agents formulée avant le 31 décembre de l'année en cours. Le détail des jours à reporter sera adressé à l'autorité territoriale.

Chaque année, le service gestionnaire communiquera à l'agent la situation de son C.E.T. (jours épargnés et consommés), dans les 15 jours suivant la date limite prévue pour l'alimentation du compte (ce délai doit permettre à l'agent de choisir son option avant le 31 janvier de l'année n+1).

- Utilisation du CET.

L'agent peut utiliser tout ou partie de son C.E.T. dès qu'il le souhaite, sous réserve des nécessités de service.

Les nécessités de service ne pourront être opposées à l'utilisation des jours épargnés lorsque le compte arrive à échéance, à la cessation définitive de fonctions, ou si le congé est sollicité à la suite d'un congé maternité, adoption, paternité ou solidarité familiale.

- Compensation en argent ou en épargne retraite :

Les jours épargnés peuvent être indemnisés forfaitairement, ou versés au titre du R.A.F.P. (pour les fonctionnaires relevant des régimes spéciaux).

Ces options sont ouvertes pour les jours inscrits au compte épargne-temps au-delà de 20 jours.

Le choix de ces options doit intervenir au plus tard le 31 janvier de l'année suivante.

Dispositif transitoire :

Pour le stock détenu au 31/12/2015, le versement pourra s'étaler sur 4 ans, avec un échelonnement à parts annuelles représentant 2 moitiés égales.

Dispositif pérenne :

Le versement intervient nécessairement dans l'année au cours de laquelle l'agent a exprimé son souhait.

- Convention financière en cas d'arrivée ou de départ d'un agent en possession d'un C.E.T.

L'autorité territoriale est autorisée à fixer, par convention signée entre les 2 employeurs, les modalités financières de transfert des droits accumulés par un agent.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DÉCIDE** : de soumettre les modalités ainsi proposées au Comité Technique Paritaire du Centre de Gestion de la Dordogne,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, à faire, dire et signer toutes pièces se rapportant à cette affaire.

Tarification « à la journée » Sur l'aire de camping-cars du Pradal

Le Maire indique qu'il est nécessaire de proposer aux camping-caristes, utilisateurs de l'Aire du Pradal, une tarification, de manière à leur éviter de revenir sur place après 19h00 pour payer le droit de stationnement pour la nuitée. Il propose de mettre en place une tarification dite « à la journée », soit pour 24 heures, d'un montant de 9 €. Il précise que cette tarification ne se substitue pas aux autres, mais les complète.

**Conventions avec
l'association CONCORDIA**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte cette nouvelle tarification à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 13 voix pour et une abstention, adopte et autorise le Maire à signer deux conventions, liant la commune de Domme à l'association CONCORDIA, la 1^{ère} étant une convention de partenariat relative à la mise en œuvre d'un chantier international à Domme, du 17 au 31 juillet 2015 (le chantier consistera à la mise en valeur du sentier autour des remparts : maçonnerie traditionnelle, rénovation d'un muret en pierre sèches, débroussaillage et nettoyage du site) la 2^{ème}, une convention de soutien, incluant le Conseil Départemental de la Dordogne. La participation financière de la commune de Domme s'élève à 5.000 € (adhésion incluse) et celle du Conseil Départemental de la Dordogne à 1.500 €.

**Autorisation de consulter
un conseiller juridique**

Le Maire indique au Conseil Municipal que la compétence « Tourisme » sera transférée à la Communauté Communes de Domme-Villefranche au 1^{er} janvier 2016 et évoque l'avenir de l'Office de Tourisme de Domme au sein de cette nouvelle structure et sa mutation en Office de Tourisme de Pôle.

Le Maire souhaite qu'une réflexion soit menée sur l'avenir de l'exploitation des sites touristiques communaux, jusqu'alors exploitée par l'Office de Tourisme de Domme.

Dans l'hypothèse où l'exploitation de ces sites reviendrait à la commune de Domme, il apparaît nécessaire d'envisager préalablement le type de structure susceptible d'assurer cette exploitation.

Il sollicite pour cela la possibilité de consulter un conseiller juridique de son choix.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité autorise le Maire à procéder à cette consultation.

**Révision des tarifs de
location des salles
communales**

Vu l'avis des Commissions « Fêtes et Cérémonies » et « Milieu Associatif », réunies le 28 mai 2015 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide d'adopter les tarifs de location des salles communales figurant en annexe du présent PV et applicables à compter du 01/01/2016.

Sur la base des tarifs ainsi votés, le Maire ou ses Adjoints, sont autorisés à signer les contrats de location correspondants.

**Adoption de la Charte des
Associations de Domme**

Vu l'avis des Commissions « Fêtes et Cérémonies » et « Milieu Associatif », réunies le 28 mai 2015 ;

Le Maire présente au Conseil Municipal un document intitulé « Charte des Associations de Domme », annexé à la présente délibération.

Ce document a pour but de synthétiser les droits et obligations des associations de la commune de Domme.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité:

- adopte la « Charte des Associations de Domme » telle qu'elle vient de lui être présentée ;
- donne mandat au Maire pour inviter les associations de la commune à adopter cette charte.

**Modalités de mise à
disposition du matériel
communal**

Vu l'avis des Commissions « Fêtes et Cérémonies » et « Milieu Associatif », réunies le 28 mai 2015 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité adopte les modalités et conditions de mise à disposition du matériel communal aux particuliers, communes et associations, et autorise le Maire ou ses Adjointes à signer le contrat correspondant. Ces dispositions sont applicables à compter du 01/01/2016.

Associations de la commune

Matériel mis à disposition : tables, chaises, podium, sonorisation, vidéoprojecteur, couverts.

Condition financière : gratuit.

Caution vidéoprojecteur, sonorisation et couverts : 100 €.

Communes du canton et communes voisines

Matériel mis à disposition : tables, chaises, podium.

Condition financière : gratuit.

Associations hors commune

Matériel mis à disposition : tables, chaises, podium.

Condition financière : gratuit.

Caution : 200 €.

Particuliers de Domme

Matériel mis à disposition : tables, chaises, couverts.

Condition financière : gratuit à l'exception des couverts (1,50 €/personne)

Caution : 100 €.

Particuliers hors commune

Matériel mis à disposition : tables, chaises, couverts.

Condition financière :

- Couverts : 1,50 €/personne ;

- Tables et chaises : 50 € pour moins de 50 personnes, 100 € pour 50 personnes et plus.

Caution : 200 €.

Affectation du résultat Comptable 2014 au BP 2015 des Logements Sociaux

Vu la délibération 47/2015 du 30 mars 2015 relative à l'affectation du résultat comptable 2014 au budget 2015 des Logements Sociaux ;
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de compléter la dite délibération par l'affectation suivante : 10.886,65 € au compte 1068 (Investissement Dépense).

Réfection d'un plancher à la Gendarmerie

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité adopte et autorise le Maire à signer un devis établi par la SARL Montet Maçonnerie, d'un montant HT de 2.205,92 €, pour la réfection d'un plancher à la Gendarmerie de Domme.

Définition d'un périmètre De lutte contre les termites Et autres insectes xylophages

Le Maire indique avoir reçu en mairie des déclarations de présence de termites dans des immeubles.

L'arrêté préfectoral 010803 du 12 juin 2001, modifié par l'arrêté préfectoral 011429 du 11 septembre 2001, a déclaré la totalité du territoire du département de la Dordogne comme une zone contaminée par les termites ou susceptibles de l'être à court terme. Dans ce contexte, conformément aux dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation, le Conseil Municipal peut délimiter un secteur de lutte contre les termites et autres insectes xylophages. Cette délimitation permettra au Maire, par voie d'arrêté, d'enjoindre aux propriétaires d'immeubles bâtis et non bâtis, de procéder dans les six mois, à la recherche de termites ou autres insectes xylophages, ainsi qu'aux travaux d'éradications nécessaires.

En cas de carence d'un propriétaire, et après mise en demeure de celui-ci, le Maire pourra, sur autorisation du Président du Tribunal de Grande Instance, faire procéder d'office, aux frais du propriétaire, les travaux préventifs ou d'éradications nécessaires. Le montant des frais sera alors avancé par la commune, et sera recouvré comme en matière de contributions directes.

Considérant que les déclarations parvenues en mairie concernent des immeubles situés dans la bastide ;

Considérant la densité et la proximité de l'habitat dans la bastide, facteur de propagation rapide à tous les immeubles des termites et de tout autres insectes xylophages ;

Le Maire propose au Conseil Municipal :

- de délimiter un périmètre de lutte contre les termites ou autres insectes xylophages, périmètre qui concernera toutes les parcelles de la bastide (à l'intérieur du tracé en rouge sur le plan ci-joint) ;
- d'afficher la présente délibération en mairie pendant 2 mois et de publier une mention dans deux journaux d'annonces légales diffusés dans le département ;
- d'adresser une copie légalisée de la présente délibération, accompagnée du plan précisant le périmètre de lutte contre les termites et autres insectes xylophages : au Conseil Supérieur du Notariat, à la Chambre départementale des Notaires de la Dordogne, aux barreaux et aux greffes du Tribunal de Grande Instance de Bergerac.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte la proposition du Maire énoncée ci-dessus.

Communications

Offre ORANGE

Le Maire fait part d'une offre d'ORANGE visant à renégocier les tarifs téléphoniques de la collectivité. Roger Armagnac contactera le commercial pour préciser certains détails concernant cette offre qui devrait générer 100 € d'économie par mois.

Circulation des quads set des motos

Le Maire fait part au Conseil Municipal de demandes visant à réglementer la circulation des quads et motos qui détériorent les chemins ruraux.

Situation de Mlles Catherine Mazet et Cécile Tournié

Hervé Caminade demande au Maire s'il a des informations concernant la situation de Catherine Mazet et si le contrat CUI-CAE de Cécile Tournié sera renouvelé.

Le Maire lui indique que Mlle Mazet a fait l'objet d'une prolongation de 6 mois de son congé de longue durée et que le renouvellement du contrat de Mlle Tournié dépendra de la situation à la prochaine rentrée scolaire, considérant qu'il faudra certainement reclasser du personnel titulaire si la suppression du poste d'enseignant se voyait confirmée. Il indique qu'il a tenu informé Mlle Tournié de cette situation, qu'il la tiendra informée de son évolution et qu'il lui a conseillé de rechercher une réorientation professionnelle.

Fait à Domme, le 10 juin 2015